

N°2022/139	<p style="text-align: center;">ARRETE DU MAIRE</p> <p style="text-align: center;">INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT 140 A 164 / 175 A 211 RUE DE MEAUX 1 A 3 / 2 A 4 RUE RONSARD</p> <p style="text-align: center;">CHANTIER : 140 A 164 RUE DE MEAUX 175 A 211 RUE DE MEAUX</p>
------------	--

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et suivants,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté préfectoral n°99-5493 du 30 décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit,

VU l'arrêté préfectoral n°00-5216 du 8 décembre 2000 abrogeant l'ordonnance générale du 1^{er} juin 1969 du préfet de police de Paris, réglementant la circulation sur les voies ouvertes à la circulation publique à Paris et dans toutes les communes des départements périphériques,

CONSIDERANT que des travaux portant sur la réfection de la couche de roulement, réalisés 140 à 164 rue de Meaux et 175 à 211 rue de Meaux par la société EUROVIA domiciliée 1 rue de l'Ecluse ZAC des Marcreux - 93300 AUBERVILLIERS, pour le compte du CONSEIL DEPARTEMENTAL, entraîneront une gêne de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité territoriale investie du pouvoir de police de prendre toute mesure propre à assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la bonne exécution des travaux d'une part et la sécurité des usagers d'autre part,

Mairie de Vaujours

20. rue Alexandre Boucher 93410 VAUJOURS
Tél. : 01 48 61 96 75 Télécopie : 01 48 60 78 03
contact@ville-vaujours.fr / www.vaujours.fr



CONSIDERANT qu'il importe d'accorder une dérogation à la société EUROVIA afin de pouvoir exécuter les travaux de nuit de 21h à 6h,

A R R E T É

- Article 1 :** Du 16 au 20 mai 2022, de 20h30 à 6h30, la société EUROVIA est autorisée à travailler de nuit.
- Article 2 :** Du 16 au 20 mai 2022, de 20h30 à 6h00, le stationnement sera interdit à tous les véhicules au droit des :
- 140 à 164 rue de Meaux
 - 175 à 211 rue de Meaux
 - 1 à 3 rue Ronsard
 - 2 à 4 rue Ronsard
- Article 3 :** Du 16 au 20 mai 2022, de 21h00 à 6h00, la circulation sera interdite à tous les véhicules au droit des :
- 140 à 164 rue de Meaux
 - 175 à 211 rue de Meaux
- Article 4 :** Durant les travaux, la circulation sera interdite **sauf aux riverains** dans les rues ci-après :
- rue de Sully
 - allée de la Tournelle
 - 1 à 15 rue Ronsard
- Article 5 :** Durant les travaux, la circulation sera déviée via les rues suivantes :
- rue des Marlières (dans le sens Province-Paris)
 - rue de l'Ile de France (dans le sens Paris-Province)
- Article 6 :** Le Conseil Départemental informera les riverains concernés par l'interdiction de stationnement au minimum 48 heures à l'avance au moyen de panneaux de signalisation, flyers et affiches.
- Article 7 :** La signalisation aux présentes dispositions devra être conforme au livre 1 de l'instruction interministérielle de chantier sur la signalisation routière, sera apposée par les soins de l'entreprise chargée des travaux, qui devra accepter toutes modifications pouvant concourir à améliorer la sécurité et les conditions de circulation.
- La mise en place ainsi que la maintenance de la signalisation, tant horizontale que verticale, seront à la charge de l'entreprise qui devra par ailleurs **assurer la continuité de circulation des piétons de manière sécurisée.**
- Article 8 :** Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 Octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.
- Article 9 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément à l'article R.417-10 du code de la route par une mise en fourrière.



Article 10 : L'arrêté doit être affiché par le pétitionnaire devant le chantier sur un support leur appartenant et non sur le mobilier urbain de la ville tels que candélabres, distributeurs de sacs, corbeilles de rues, bancs, abris et quais de bus, arbres, ...

Article 11 : La voirie doit rester propre et être nettoyée régulièrement sur toute sa largeur par la société chargée des travaux. Il est interdit, pour les éléments ramassés, de les pousser dans le caniveau ou jusqu'aux grilles ou avaloirs avoisinants. Tout le mobilier doit être rangé chaque soir.

Article 12 : Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux.

Article 13 : Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

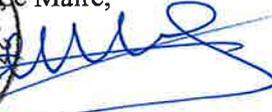
Article 14 : La Direction Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié au recueil des actes administratifs
- Notifié aux intéressés
- Affiché en mairie

Fait à Vaujours, le 21 avril 2022



Le Maire,


Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris - Grand Est



